

Arrêté ministériel du 24 avril 1903 concernant l'emploi des alcools en exemption des droits et la restitution des droits en cas d'exportation d'eau-de-vie.

- base juridique:

L du 21 mars 1896 (Mém. A - 43 du 15 juillet 1896, p. 493)

Arrêté ministériel du 24 avril 1903, concernant l'emploi des alcools en exemption des droits et la restitution des droits en cas d'exportation d'eau-de-vie.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES:

- * Vu la loi du 21 mars 1896, concernant l'imposition des eaux-de-vie, notamment les art. 1^{er}, 32 V et 49;
- * Vu l'avis du Conseil d'Etat, du 28 mars 1903;

Arrête:

TITRE I^{er}. - Conditions d'exemption.

Art. 1^{er}.

Pour jouir de l'exemption des droits à raison des alcools employés dans l'industrie, à la fabrication du vinaigre, au nettoyage, au chauffage, à l'éclairage, à la cuisson, dans les hôpitaux, maisons d'accouchement et autres établissements publics similaires, ou dans des établissements scientifiques publics, les alcools devront, en règle générale et sans préjudice de l'exception prévue à l'art. 12 ci-après, être soumis à la dénaturation.

TITRE II. - Dénaturation des alcools.

Art. 2.

La dénaturation est, ou bien complète, c'est à-dire, que l'alcool est rendu impropre à toute consommation ultérieure, comme boisson, ou elle n'est que partielle, et dans ce cas, il y a lieu de prendre des mesures de contrôle, pour empêcher qu'on puisse en faire un usage abusif.

A) - Dénaturation complète.

Art. 3.

La dénaturation complète aura lieu au moyen d'un mélange composé en volume de quatre parties d'esprit de bois et d'une partie de bases pyridiques. Il pourra être ajouté au mélange, pour chaque litre, une quantité de 50 grammes d'huile de lavande ou d'huile de romarin. Pour opérer la dénaturation, on mèlera 2 ½ litres du mélange ainsi constitué, à chaque 100 litres d'alcool.

La dénaturation complète pourra encore être effectuée, par l'addition à 100 litres d'alcool de 1,25 litres du mélange dénaturant usuel, et, en outre, de 0,25 litre de solution de violet cristallisé (chlorhydrate d'hexaméthylpararosaniline), ainsi que de 2 à 20 litres de benzine (Benzol).

Art. 4.

Le mélange dénaturant pourra être préparé dans une fabrique indigène à ce dûment autorisée par le Directeur général des finances.

Les différentes substances entrant dans la composition du mélange dénaturant devront avoir les propriétés exigées par l'administration. La vérification des propriétés requises aura lieu par un chimiste agréé de l'administration, et jusqu'à leur emploi les substances resteront sous le contrôle de l'administration.

Le mélange dénaturant ne pourra être employé que pour autant que les substances entrant dans sa composition aient été analysées par un chimiste agréé; que la préparation du mélange ait lieu sous la surveillance des agents du service dans une fabrique autorisée, et que depuis la préparation jusqu'au moment de l'emploi le mélange soit resté sous le contrôle de l'administration.

Art. 5.

Les fabricants autorisés à préparer le mélange dénaturant devront permettre aux employés du service et au chimiste agréé de l'administration la visite des locaux où se fait la préparation du produit, ainsi que du lieu servant à son dépôt.

Ils seront également obligés de soumettre, en tout temps, aux employés d'un grade supérieur de l'administration des contributions, qui leur en feront la demande, leurs livres de fabrication et de commerce, contenant tous les renseignements sur la préparation et l'expédition du mélange dénaturant.

Art. 6.

A défaut d'une fabrique indigène se livrant à la préparation du mélange dénaturant, celui-ci devra provenir d'une fabrique officielle de l'Allemagne. Avant son usage, le mélange devra être analysé sous le rapport de sa composition par un chimiste agréé, et rester sous le contrôle de l'administration jusqu'à son emploi.

Art. 7.

Chaque opération de dénaturation devra être précédée d'une déclaration à remettre au bureau local des contributions au moins trois jours avant celui de l'opération. Le receveur donnera avis de la déclaration reçue au contrôleur divisionnaire. La dénaturation aura lieu sous la surveillance du contrôleur et d'un autre agent du service.

Le dénaturateur aura à fournir, à ses frais, le mélange dénaturant, de même que la main-d'oeuvre et les ustensiles jugés nécessaires.

Sauf les exceptions à consentir par le directeur des contributions, la quantité d'alcool à soumettre à la dénaturation en une fois devra être d'au moins un hectolitre.

Art. 8.

Il est défendu d'éliminer de l'alcool tout ou partie des substances dénaturantes, d'y ajouter des produits capables d'altérer l'effet de l'agent dénaturant sous le rapport de la saveur, de l'odeur, de la couleur ou autres propriétés.

Art. 9.

Quiconque voudra faire le commerce d'alcool dénaturé devra en faire la déclaration au directeur des contributions et au bureau de la police locale, avant l'ouverture du commerce. La déclaration sera constatée par un récépissé au directeur des contributions.

Sont prohibées la vente et l'offre de vente de tout alcool dénaturé dans lequel l'alcoolomètre indique une richesse inférieure à 80 pCt. en poids ou un titre inférieur à 85.5 degrés Tralles.

Les commerçants d'alcool dénaturé devront apposer, à un endroit apparent de leurs locaux de vente, un placard portant, en caractères bien lisibles, les dispositions suivantes:

- a) sont prohibées la vente et l'offre de vente de tout alcool dénaturé dans lequel l'alcoolomètre indique une richesse inférieure à 80 pCt. en poids ou un titre inférieur à 85.5 degrés Tralles;
- b) il est défendu d'éliminer de l'alcool dénaturé tout ou partie des substances dénaturantes, d'y ajouter des produits capables d'altérer l'effet de l'agent dénaturant sous le rapport de sa saveur, de l'odeur, de la couleur et enfin de vendre ou d'offrir en vente de l'alcool dénaturé qui aurait été ainsi altéré.

Les placards seront fournis aux frais de l'administration des contributions.

Le directeur des contributions pourra refuser la déclaration d'un commerce d'alcool dénaturé ou en interdire la continuation, en présence de faits rendant vraisemblable le doute que le commerçant ne se conforme pas strictement aux prescriptions ordonnées.

Toute décision prise à ce sujet devra être portée à la connaissance de la police locale. La décision du directeur des contributions pourra être déferée au Directeur général des finances qui statuera, sauf recours au Conseil d'Etat.

B. Denaturation incomplète.

Art. 10.

Quiconque voudra faire dénaturer de l'alcool d'une manière incomplète devra en adresser la demande au Directeur général des finances. Cette demande devra spécifier l'agent dénaturant dont il sera fait usage, le mode d'emploi de l'alcool dénaturé et son lieu de dépôt. Le Directeur général déterminera, dans chaque cas particulier, pour la branche d'industrie afférente, les conditions et les formes dans lesquelles la dénaturation partielle devra être effectuée.

TITRE III. - Mesures de surveillance.

Art. 11.

Les employés de l'administration auront le droit de visiter les locaux et magasins servant de dépôt, de manipulation et de vente de l'alcool dénaturé, à tout moment lorsque l'établissement est en activité ou ouvert à la vente, autrement seulement de 6 heures du matin à 9 heures du soir; ils auront en outre le droit de procéder au recensement des alcools dénaturés ou en nature et d'en prélever des échantillons dont la valeur, si les intéressés le demandent, leur sera remboursée au prix du jour.

A la demande qui leur en sera faite, les intéressés seront tenus d'indiquer et de représenter aux employés du service leurs provisions d'alcool dénaturé ou en nature ainsi que des substances dénaturantes. Ils auront aussi à fournir tous les renseignements qui leur seront demandés au sujet de l'exploitation de leur profession ou industrie et le mouvement de leurs affaires. Les employés supérieurs auront le droit de prendre inspection, pendant les heures ouvrables, des livres d'achat, de dépôt, de fabrication et de vente.

TITRE IV. - Alcool en nature exempt des droits.

Art. 12.

L'exemption des droits pourra être accordée pour les alcools en nature employés dans les hôpitaux, maisons d'accouchement et autres établissements publics similaires, de même que dans les établissements scientifiques ayant un caractère public. Pour jouir de cet avantage, les intéressés auront à adresser, au Directeur général des finances, une demande dans laquelle ils spécifieront le mode d'emploi de l'alcool, la quantité annuelle approximative dont ils auront besoin et le lieu de dépôt des spiritueux. Pour le surplus, il sera statué, dans chaque cas particulier, par le Directeur général des finances.

TITRE V. - Alcool dénaturé importé de l'Allemagne.

Art. 13.

L'alcool dénaturé, importé de l'Allemagne, ne pourra être expédié au moyen d'un acquit à caution, ni d'un certificat de passage. A son entrée dans le Grand-Duché, il sera soumis au paiement des droits d'Uebergangsabgabe, à raison de 120 fr. par hectolitre d'alcool.

Art. 14.

La restitution des droits ne sera accordée que pour autant qu'il soit établi, par un certificat d'un chimiste agréé de l'administration, que l'alcool remplit les conditions suivantes:

- a) sa teneur en alcool, mesurée au moyen de l'alcoolomètre, ne pourra être inférieure à 80 pCt. en poids, ou 85,5 degrés Tralles;
- b) il devra renfermer, en outre, les éléments du mélange dénaturant conformément aux dispositions prévues par l'art. 3 du présent arrêté.

Le chimiste chargé de son analyse aura à établir qu'à côté de l'esprit de bois, il renferme les bases pyridiques dans les proportions prescrites, et que les substances dénaturantes s'y trouvent effectivement

contenues en quantités suffisantes pour en rendre impossible l'application à la fabrication de boissons spiritueuses.

Art. 15.

S'il résulte de l'analyse que les prescriptions de l'art. 3 précité n'ont pas été remplies, ou ne l'ont été que d'une manière insuffisante, les droits ne seront remboursés que pour autant qu'il ait été procédé à une nouvelle dénaturation ou à une dénaturation complémentaire. Dans ce cas le destinataire aura à fournir, à ses frais, le mélange dénaturant dans les conditions prescrites pour son emploi; il aura de même à pourvoir à la main-d'oeuvre et aux ustensiles nécessaires aux manipulations.

Art. 16.

Pour le cas où l'analyse de l'alcool dénaturé ne pourra être faite sur le lieu même du dépôt, il sera prélevé, sous l'assistance d'un employé du service, de chacun des fûts contenant de l'alcool dénaturé, un échantillon d'un litre du liquide, à l'effet d'être adressé au chimiste agréé à désigner par le destinataire.

Les récipients contenant les échantillons seront scellés du cachet de la section d'accise afférente et de celui du destinataire, s'il en exprime le désir.

TITRE VI. - Mode de paiement des droits pour les alcools dénaturés importés de l'Allemagne.

Art. 17.

Il est facultatif aux personnes qui importent de l'Allemagne de l'alcool dénaturé, d'acquitter les droits d'Uebergangsabgabe dont l'eau-de-vie est passible à son entrée dans le Grand-Duché, au comptant, ou de demander que le paiement des droits soit différé.

Art. 18.

Dans le premier cas, l'alcool dénaturé est mis immédiatement à la disposition du destinataire. Dans le second cas, l'alcool reste placé sous le contrôle de l'administration, jusqu'à ce que le destinataire ait rapporté la preuve qu'il a été dénaturé conformément aux dispositions prescrites. Le destinataire doit, en outre, souscrire au profit du bureau d'entrée une reconnaissance de débit des droits.

Art. 19.

Sans préjudice des dispositions spéciales de l'arrêté ministériel du 29 octobre 1896, le bureau d'arrivée adressera, à la fin du mois, au bureau principal de la douane toutes les reconnaissances souscrites pendant le mois, en même temps que les recettes similaires effectuées au même titre. Le montant des reconnaissances vaut argent comptant, et il est compris dans la quittance de versement à délivrer.

Art. 20.

Le bureau principal de la douane verse, de son côté et dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent, les reconnaissances entre les mains du receveur des contributions de Luxembourg, et celui-ci en délivre quittance de la même manière qu'à l'art. 19. Il porte en recette le montant des reconnaissances qu'il adresse ensuite aux receveurs des bureaux de la résidence des destinataires des alcools dénaturés. L'ordonnance de paiement qui sera émise ultérieurement pour la remise des droits, formera la contre valeur des sommes inscrites en recette.

TITRE VII. - Permission d'achat en Allemagne d'éther destiné à un usage industriel.

Art. 21.

Ceux qui sont dans le cas de devoir dénaturer de l'alcool par l'addition d'éther en vue de la fabrication de produits employés en photographie ou à tout autre usage industriel, tels que le collodion ou des émulsions de chlorure de bromure ou d'iodure d'argent dans le collodion, des dissolutions de laine de collodion dans l'alcool et l'acétate d'amyle ou d'autres dissolvants, pourront être autorisés à acheter en Allemagne,

avec jouissance de l'exemption des droits pour la quantité d'alcool qu'ils seront autorisés à dénaturer, la provision d'éther dont ils auront besoin pour l'exercice de leur industrie ou profession.

Art. 22.

Pour jouir de cet avantage, les intéressés auront à adresser au directeur des contributions une demande, dans laquelle ils indiqueront le mode d'emploi de l'éther, ainsi que la quantité approximative dont ils auront besoin pendant le courant d'une année. Le directeur fera instruire la demande et délivrera, s'il y échet, une permission d'achat.

Art. 23.

Pour le cas où la quantité annuelle primitivement consentie serait insuffisante, elle pourra être augmentée ensuite d'une demande nouvelle, à l'égard de laquelle il sera procédé conformément à l'article précédent.

Art. 24.

Pour chaque achat d'éther en Allemagne, la permission devra être remise au fournisseur qui y inscrira les quantités qu'il aura successivement livrées. La permission d'achat devra être représentée à chaque réquisition des agents de l'administration. L'ancienne permission devra être annexée à chaque demande en obtention d'une permission nouvelle; elle devra, dans tous les cas, être renvoyée à la direction des contributions, au plus tard huit jours avant l'expiration de la date de sa validité.

Art. 25.

La permission sera refusée à toute personne exploitant un débit de boissons ou qui fait le commerce des alcools dénaturés ou en nature. Elle pourra encore être refusée dans d'autres cas, et notamment lorsqu'il existera des faits pouvant donner lieu à la présomption que les intéressés commettent des abus.

Art. 26.

L'éther acheté en Allemagne avec jouissance de l'exemption des droits pour l'alcool dont il servira d'agent dénaturant, ne pourra être employé qu'au seul usage industriel auquel il est destiné.

L'administration pourra exiger que le permissionnaire rapporte la preuve que l'éther n'a été employé qu'à ce seul usage, par la production des livres de comptabilité ou de ses livres de fabrication; elle pourra aussi ordonner la tenue d'un registre spécial d'après les indications de la direction des contributions.

Le même avantage pourra être consenti pour d'autres substances dénaturantes ou produits dénaturés, par le Directeur général des finances, dans les formes et aux conditions déterminées dans le présent titre.

Titre VIII. - Exportation des eaux-de-vie à l'étranger, en dehors du territoire de l'Union douanière.**Art. 27.**

Il est accordé restitution des droits au profit des eaux-de-vie et produits alcooliques exportés à l'étranger, en dehors du territoire de l'Union douanière.

Art. 28.

Le remboursement des droits n'est accordé que pour autant que les produits exportés proviennent de la fabrication de l'exportateur même; toutefois, le directeur des contributions pourra accorder des exceptions à ce sujet. Les envois devront renfermer une quantité d'au moins 20 litres, et il devra être justifié par les intéressés que les droits à restituer ont réellement été perçus par l'État grand-ducal.

Art. 29.

L'exportation devra être précédée d'une déclaration en double à remettre, au moins trois jours d'avance, au chef de service des accises du ressort. Elle devra indiquer le nombre, la contenance, le poids et la marque des récipients, la quantité et le titre des eaux-de-vie et produits spiritueux, l'heure du départ et celle de l'arrivée à la station du chemin de fer où l'expédition sera faite. Pour le cas où la richesse alcoolique

des produits à exporter ne pourrait être déterminée exactement au moyen de l'alcoolomètre, l'exportateur devra produire, à l'appui de sa déclaration, un certificat d'un chimiste agréé de l'administration, constatant la richesse alcoolique des produits. L'échantillon à soumettre au chimiste sera prélevé par un agent de l'administration des contributions; les récipients entamés par le prélèvement seront mis sous le contrôle administratif. L'un des exemplaires de la déclaration sera remis au receveur local pour être inscrit au registre d'exportation; l'autre exemplaire devra accompagner l'envoi jusqu'au bureau de sortie, pour y être revêtu du certificat de décharge.

Art. 30.

Les employés des accises auront la faculté de faire la révision détaillée au domicile de l'exportateur ou à l'embarcadere du chemin de fer. La révision devra être faite par deux agents de l'administration; le résultat de l'opération sera porté dans la colonne afférente de la déclaration faite en exécution de l'article précédent. L'opération achevée, les agents auront à sceller du cachet de la section, ou à placer sous plombs, les colis destinés à l'exportation.

Art. 31.

Le remboursement des droits n'aura lieu que sur la reproduction de l'exemplaire de la déclaration d'exportation, revêtu du certificat de décharge du bureau de sortie et portant que les produits sont entrés dans le pays de destination ou dans celui à travers lequel ils doivent transiter pour arriver à destination ou pour être embarqués sur un vaisseau en partance pour un pays d'outre-mer.

Art. 32.

Les bureaux de sortie auxquels est conféré le droit de décharger les déclarations d'exportation sont les bureaux de douane de Trois-Vierges, Schimpach, Kleinbettingen, Rodange, Oberpallen et Steinfort.

Art. 33.

La déclaration d'exportation, revêtu du certificat de décharge du bureau de sortie, sera renvoyée au bureau d'origine, au plus tard, sous peine de déchéance, dans les six semaines de la date du certificat de décharge.

TITRE IX. - Frais de dénaturation et d'analyse.

Art. 34.

L'assistance aux opérations de la dénaturation de l'alcool et de la revision des produits destinés à l'exportation, de la part des employés du service, sera gratuite.

Art. 35.

Les frais de vérification des substances dénaturantes et des alcools dénaturés, ainsi que ceux d'analyse des eaux-de-vie et produits alcooliques destinés à être exportés à l'étranger en dehors du territoire de l'Union douanière, par un chimiste agréé de l'administration, sont à charge des destinataires, dénaturateurs et respectivement exportateurs.

Ces frais sont fixés comme suit:

- a) pour l'analyse des substances dénaturantes et de l'alcool dénaturé ou à exporter, y compris la délivrance du certificat y relatif, lorsque le nombre des analyses dont le chimiste est chargé simultanément ne dépasse pas le chiffre de trois, à cinq francs; pour chaque analyse dépassant le nombre de trois, jusqu'au chiffre de cinq inclusivement, à 2 fr. 50; pour chaque analyse dépassant le nombre de cinq à un franc.
Dans les cas exceptionnels exigeant de la part du chimiste des travaux imprévus, ces indemnités pourront être portées au double;
- b) pour l'assistance aux opérations de dénaturation, le chimiste agréé a droit à cinq francs par vacation de trois heures; une vacation commencée au delà d'une demi-heure compte pour vacation entière;

- c) en cas de déplacement du chimiste en dehors de la commune et à plus de trois kilomètres de sa résidence, il aura en outre droit à des frais de route, à liquider conformément au règlement du 3 mai 1869, au même taux que celui alloué aux contrôleurs des contributions.

TITRE X. - Montant des droits à rembourser.

Art. 36.

Pour les eaux-de-vie indigènes soumises à une dénaturation complète ou partielle, pour celles en nature, employées dans le cas de l'art. 12 du présent arrêté, ainsi que pour les eaux-de-vie et produits alcooliques exportés à l'étranger, en dehors du territoire de l'Union douanière, le montant des droits sera remboursé dans la proportion de ceux qui auront été perçus par l'État et ne pourront, dans aucun cas, dépasser l'import de ceux-ci.

Art. 37.

Si dans les cas de dénaturation il s'agit d'eau-de-vie en nature importée de l'Allemagne, le remboursement des droits n'aura lieu que jusqu'à concurrence du montant de ceux qui auront été bonifiés à l'Etat grand-ducal, conformément à la convention du 22 mai 1896.

Art. 38.

Pour les eaux-de-vie dénaturées importées de l'Allemagne, et dont les droits auront été acquittés au comptant, le destinataire en obtiendra le remboursement après qu'il aura été satisfait aux dispositions de l'art. 14 du présent arrêté.

TITRE XI. - Mode de remboursement des droits.

Art. 39.

Dans le cas des art. 36 et 37 ci-dessus, le montant des droits à rembourser sera déterminé par le directeur des contributions. Le montant de la somme à rembourser sera avancé par le receveur du ressort des ayants-droit, sur l'autorisation du directeur des contributions.

Art. 40.

L'eau-de-vie dénaturée, importée de l'Allemagne, pour laquelle le destinataire aura souscrit une reconnaissance de débit des droits, n'est passible que d'une remise de ces droits.

Art. 41.

Sur la demande des intéressés, appuyée du certificat d'analyse à délivrer par un chimiste agréé de l'administration, le directeur des contributions autorise, s'il y a lieu, la remise des droits par l'intermédiaire du receveur du bureau de Luxembourg. L'autorisation de remise est adressée au bureau auquel ressortit l'ayant-droit. Contre quittance apposée sur l'autorisation de remise, ce dernier obtient la restitution de la reconnaissance qu'il a souscrite, ce qui lui vaut remise des droits. La quittance afférente est ensuite transmise par le receveur local au receveur de Luxembourg, pour être produite à l'appui de sa déclaration en remboursement.

Art. 42.

Pour obtenir la restitution des sommes que les receveurs auront avancées à titre de remboursement des droits ensuite des dispositions qui précèdent, ils auront à présenter, en leur nom, une déclaration en double appuyée de toutes les pièces justificatives nécessaires à sa liquidation.

Art. 43.

Le directeur des contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Mémorial.

Luxembourg, le 24 avril 1903.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.